

**ACCORD-CADRE ALLOTI RELATIF À LA MANUTENTION,
L'EMBALLAGE, LA CAISSERIE, LE TRANSPORT
D'ŒUVRES D'ART, LA GESTION DES PROJETS
D'INSTALLATION ET DÉINSTALLATION D'EXPOSITIONS
ET TOUTES LES OPÉRATIONS AFFÉRENTES DU
MUSEE DU QUAI BRANLY – JACQUES CHIRAC**

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
COMMUN**

SOMMAIRE

1.	LE MUSEE DU QUAI BRANLY – JACQUES CHIRAC	3
2.	PRESENTATION DE L’ACCORD-CADRE	4
3.	MONTANT ET FORME DE L’ACCORD-CADRE	5
4.	DUREE DE L’ACCORD-CADRE	5
5.	PERIMETRE DES PRESTATIONS	6
6.	EXCLUSION DU PERIMETRE DE L’ACCORD-CADRE ALLOTI.....	7
7.	ACHATS RESPONSABLES ET OBLIGATIONS ENVIRONNEMENTALES.....	8
8.	INTERVENANTS DE L’ACCORD-CADRE	11
9.	PIECES CONSTITUTIVES DE L’ACCORD-CADRE – DOCUMENTS CONTRACTUELS	13
10.	PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	13
11.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE AU REGARD DES SPECIFICITES DU MUSEE.....	14
12.	CONDITIONS D’EXECUTION DES PRESTATIONS	17
13.	VERIFICATION – ADMISSION DES PRESTATIONS	22
14.	MODALITES D’EMISSION ET D’EXECUTION DES BONS DE COMMANDE.....	23
15.	MODALITES DE PASSATION ET D’EXECUTION PAR MARCHES SUBSEQUENTS	24
16.	DISPOSITIONS FINANCIERES.....	28
16.	MODALITES DE REGLEMENT	30
17.	PENALITES	32
18.	EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....	33
19.	RESILIATION DE L’ACCORD-CADRE	33
20.	ASSURANCES ET TRANSMISSION DES ATTESTATIONS	34
21.	PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	34
22.	PROTECTION DE L’ENVIRONNEMENT, SANTE ET SECURITE.....	37
23.	PROTECTION DE LA MAIN D’ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL	37
24.	REGLEMENT DES DIFFERENDS.....	38
25.	DEROGATIONS AU CCAG-FCS	38

1. LE MUSÉE DU QUAI BRANLY – JACQUES CHIRAC

1.1. Présentation

Établissement public à caractère administratif, le musée du quai Branly - Jacques Chirac a pour mission de donner leur juste place, dans les institutions muséographiques et scientifiques françaises, aux collections nationales d'œuvres représentatives des arts et civilisations d'Afrique, d'Asie, d'Océanie et des Amériques et aux connaissances scientifiques qui s'y rapportent.

Dans ce but il conçoit, réalise et gère un ensemble culturel original à caractère muséologique et scientifique, chargé de conserver et de présenter au public des biens culturels représentatifs des arts et des civilisations d'Afrique, d'Asie, d'Océanie et des Amériques et de développer la recherche fondamentale et appliquée, d'expertiser, de rassembler, d'enseigner, de valoriser et de diffuser les connaissances relatives à ces arts, aux sociétés et civilisations qui les ont produits ou en qui en sont héritières et de participer à l'effort national et international de préservation du patrimoine matériel et immatériel de ces sociétés.

Il s'agit de répondre par la diversité des offres à celle des publics, de développer une pratique nouvelle des relations internationales avec les pays d'origine, de rendre accessibles des collections exceptionnelles, de proposer un centre de ressources, de recherche et de formation, de disposer d'un lieu d'expression des cultures vivantes, de permettre l'évolution du concept fondateur du projet, d'organiser un dispositif technique et administratif adapté.

Musée d'arts et de civilisation, il a une double vocation, conservation et présentation des collections d'une part, contribution à la recherche et à l'enseignement d'autre part.

1.2. Diversité – Egalité professionnelle et lutte contre les discriminations

Le ministère de la Culture a obtenu les deux labels « Diversité » et « Égalité professionnelle » délivrés par l'AFNOR. Le musée du quai Branly-Jacques Chirac est également détenteur du Label « Egalité Femmes/Hommes ».

Il s'engage à ce titre à mettre en œuvre des procédures et outils relatifs aux problématiques de lutte contre les discriminations et pour la promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, comme notamment :

- Des actions de sensibilisation et de formation à la prévention des discriminations à l'attention de tous les personnels, en ciblant plus particulièrement l'encadrement et les équipes de gestion des ressources humaines ;
- Un plan d'actions pluriannuel afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. Le musée du quai Branly – Jacques Chirac s'engage ainsi à lutter contre les comportements sexistes et les violences faites aux femmes, favoriser le rééquilibrage de la rémunération entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès aux fonctions d'encadrement supérieur.

Dans le cadre de cette politique d'achats responsables et de lutte contre les discriminations, le musée du quai Branly – Jacques Chirac souhaite mobiliser ses fournisseurs afin d'être informé de leurs propres actions en matière d'égalité femmes-hommes et de diversité professionnelle et/ou de les sensibiliser davantage à ces enjeux.

Compte tenu de cette ambition, il est demandé au titulaire de remplir au moment de la signature du contrat le questionnaire « Egalité professionnelle et diversité professionnelle » proposé par le ministère de la Culture.

Ce questionnaire prend la forme d'un formulaire informatique dont l'adresse sera communiquée au moment de l'attribution de l'accord-cadre.

Dans une démarche d'amélioration et de progrès, le titulaire s'engage à renseigner à nouveau le questionnaire en cours d'exécution de l'accord-cadre si la personne publique lui en fait la demande. Celle-ci peut intervenir par exemple à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre si ce dernier est pluriannuel, ou un mois avant l'échéance du contrat. Le représentant de la personne publique compare alors la situation décrite à celle présentée initialement.

2. PRESENTATION DE L'ACCORD-CADRE

2.1. Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet des prestations de manutention et emballage d'œuvres d'art, de transport et caisserie, de gestion des projets généraux concernant la régie des collections, la régie des prêts, dépôts et acquisitions, les expositions itinérantes ainsi que l'installation et la désinstallation d'expositions temporaires et prestations connexes.

Chaque année, trois commissions d'acquisitions sont organisées en muséothèque du musée et huit à dix d'expositions temporaires sont présentées dans quatre galeries d'expositions de 2000 m² (galerie Jardin), 670 m² (mezzanine Est), 320 m² (galerie Marc Ladreit de Lacharrière anciennement mezzanine Ouest) et 195 m² (mezzanine Centrale aussi appelé Atelier Martine Aublet). En parallèle, huit à dix expositions itinérantes sont organisées en France et à l'international.

Les détails techniques des prestations sont précisés dans le cahier des clauses techniques particulières commun (CCTPC).

2.2. Allotissement

Les prestations sont alloties de la manière suivante :

N°	Intitulés des lots séparés
1	Prestations de manutention dans le cadre de chantiers de collections et mouvements d'œuvres d'art au musée du quai Branly – Jacques Chirac
2	Prestation de manutention, conditionnement, installation, désinstallation et transport d'œuvres d'art de petits volumes pour des opérations situées en Île-de-France et n'excédant pas 10 000 € HT
3	Prestation de manutention, conditionnement, installation, désinstallation et transport d'œuvres d'art au niveau national et international

Les prestations contenues dans chacun des lots sont décrites à l'article 5 du présent document et détaillées dans le cahier des clauses techniques particulières commun (CCTPC)

Le présent document est commun à l'ensemble des lots.

2.3. Variantes et prestations supplémentaires éventuelles

Le présent accord-cadre ne comprend aucune variante obligatoire ou facultative ni prestation supplémentaire éventuelle (PSE). Ces éléments pourront néanmoins être demandés dans le cadre de la passation de marchés subséquents.

3. MONTANT ET FORME DE L'ACCORD-CADRE

Le lot n°1 du présent accord-cadre est conclu à prix mixtes. Le montant de la part forfaitaire est précisé à l'Acte d'engagement et les prix unitaires sont indiqués dans le bordereau de prix unitaires (BPU).

Les lots 2 et 3 sont conclus à prix unitaires uniquement. Les prix unitaires sont indiqués dans les bordereaux de prix unitaires (BPU) propres à chaque lot.

Conformément à l'article R.2162-7 du Code de la commande publique, les marchés subséquents préciseront les caractéristiques, prix et modalités d'exécution des prestations demandées qui n'auront pas été fixées dans le présent document.

Les trois lots du présent accord-cadre comportent chacun un montant maximum pour leurs parts à commandes sur la durée totale de l'accord-cadre, reconductions comprises, décrits ci-dessous.

N°	Intitulé du lot	Forme du lot : mono attributaire ou multi attributaire	Montant maximum de la part à commandes sur la durée totale de l'accord-cadre
1	Prestations de manutention dans le cadre de chantiers de collections et mouvements d'œuvres d'art au musée du quai Branly – Jacques Chirac	Mono-attributaire	112 000 € HT Le présent lot contient une part forfaitaire. Le montant précité ne concerne que la part à commandes.
2	Prestation de manutention, conditionnement, installation, désinstallation et transport d'œuvres d'art de petits volumes pour des opérations en Île-de-France et n'excédant pas 10 000 € HT	Mono-attributaire	600 000 € HT
3	Prestation de manutention, conditionnement, installation, désinstallation et transport d'œuvres d'art au niveau national et international	Multi-attributaire Ce lot pourra être conclu avec 5 candidats au maximum	8 000 000 € HT

Chacun des lots sera exécuté par bon de commande et par marché subséquent en application des articles R2162- 13 et -14 du Code de la commande publique, et dans les conditions définies dans le présent document.

4. DUREE DE L'ACCORD-CADRE

Chacun des lots est conclu pour une durée de douze (12) mois à compter de sa date de notification. Il pourra être reconduit trois (3) fois pour la même durée par décision tacite de la personne publique.

Le cas échéant, la personne publique prendra par écrit la décision de ne pas reconduire l'accord-cadre trois (3) mois au moins avant la date anniversaire de notification de l'accord-cadre au titulaire. En cas de non-reconduction, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

Le titulaire ne pourra pas refuser les reconductions.

Cette durée est appréciée à compter de la date de notification au titulaire. Cette date sera communiquée par l'envoi d'un message via la plateforme des achats de l'Etat avec accusé de réception à l'ensemble des opérateurs économiques retenus.

En application de l'article L2125-1 du Code de la commande publique, la durée totale de chaque lot ne pourra dépasser quatre (4) ans.

Les bons de commandes émis pendant la durée de validité de chaque lot peuvent s'exécuter au-delà, jusqu'à admission des prestations faisant l'objet du bon de commande dans une limite de trois (3) mois. Les marchés subséquents de transport liés aux expositions temporaires et itinérantes prendront fin à la date de désinstallation de l'exposition concernée et retour des œuvres chez les propriétaires.

5. PERIMETRE DES PRESTATIONS

5.1. Périmètre des prestations du lot 1

Les prestations du lot 1 consisteront à assurer la manutention dans les règles de l'art par des manutentionnaires spécialisés (manutentionnaire-layetiers) des œuvres de la collection de l'institution ou des œuvres en cours d'acquisitions dans le cadre de mise à disposition en muséothèque (salles de consultation) ou de chantiers de collections. Ces prestations se tiendront sur l'un ou l'autre des sites du musée du quai Branly – Jacques Chirac (site du musée ou réserves externes).

À titre d'exemples :

- Manutention dans le cadre des chantiers de reclassement des collections au sein des réserves du musée
- Installation et désinstallation des commissions d'acquisitions
- Assistance à la mise à disposition d'œuvres de grand format pour des campagnes photographiques en réserves externes (ne nécessitant pas de matériel de levage).
- Le titulaire pourra être amené à installer ou décrocher ponctuellement certaines œuvres de la collection dans les espaces ouverts au public.

5.2. Périmètre des prestations du lot 2

Les prestations du lot 2 consisteront en la manutention, l'emballage, l'accrochage et le décrochage, la caisserie et le transport d'œuvres d'art de petit volume en Ile-de-France, pour des opérations n'excédant pas 10 000 € HT. Ils pourront avoir lieu au sein du musée du quai Branly – Jacques Chirac, vers ou depuis un lieu extérieur à l'institution en Île-de-France

Information importante : pour rappel, le périmètre du présent lot se limite aux prestations d'un montant inférieur ou égal à 10 000 € HT. En effet, l'objet de ce lot concerne les opérations courantes, liées à de petits volumes, et les nombreux transports de l'Etablissement vers des lieux situés en Ile de France (tels que sites de stockage, Pavillon des Sessions du musée du Louvre, ateliers de prestataires, domicile de donateurs, maisons de vente, institutions déposantes ou dépositaires, prêteurs publics et privés...).

À titre d'exemples :

- Manutention, emballage, transport et redéploiement en réserves externes d'œuvres de la collection du musée du quai Branly – Jacques Chirac

- Manutention, emballage et transport aller-retour d'œuvres vers des ateliers de prestataires ou site externes en Île-de-France (ateliers de restauration, site d'anoxie externalisé, ateliers de soclage...)
- Manutention, emballage et transport d'œuvres vers des institutions déposantes ou dépositaires en Île-de-France
- L'emballage, le transport la manutention d'œuvres en cours d'acquisitions, destinées à entrer dans les collections du musée du quai Branly – Jacques Chirac et provenant d'Île-de-France
- Fabrication de caisses de stockage standards
- Livraison et accrochage - décrochage d'œuvres en provenance d'IDF
- Formalités douanières pour importation définitive dans le cadre des nouvelles acquisitions

5.3. Périmètre des prestations du lot 3

Les prestations du lot 3 consisteront en la manutention, l'emballage, la caisserie et le transport d'œuvres d'art ainsi que toutes les prestations relatives à l'organisation, l'installation et la désinstallation d'exposition temporaires et itinérantes. Elles pourront avoir lieu au sein du musée du quai Branly – Jacques Chirac, vers ou depuis un lieu extérieur à l'institution.

Conformément à ce qui a été indiqué dans l'article 5.2, les prestations situées en Ile de France et dont le montant est strictement supérieur à 10 000 € HT seront comprises dans le lot n°3

À titre d'exemples :

- Prestations liées à l'organisation et à la logistique d'expositions temporaires sur le site du musée du quai Branly – Jacques Chirac et dont l'ensemble des prêteurs sont situés en France hexagonale et / ou à l'international
- Manutention, emballage, caisserie et transport d'œuvres en prêt ou en dépôts vers des institutions en France hexagonale (hors Île-de-France ou prestations en Île-de-France dont le montant est strictement supérieur à 10 000 € HT)
- L'emballage, le transport la manutention d'œuvres en cours d'acquisitions, destinées à entrer dans les collections du musée du quai Branly – Jacques Chirac (hors Île-de-France ou pour des prestations en Ile de France dont le montant est strictement supérieur à 10 000 € HT)
- Stockage temporaire, climatisé et sécurisé, d'œuvres d'art.
- L'organisation pour les expositions temporaires produites, coproduites ou achetées par le musée du quai Branly – Jacques Chirac, d'opérations internationales de transport complexes avec plusieurs prêteurs publics et privés internationaux, des correspondants internationaux, des modalités de transport combinant avion route et mer, éventuellement plusieurs points de tournées avec gestion d'opérations de convoiements complexes ;
- Le transport et toutes les opérations connexes pour des prêts ou emprunts faisant l'objet de partenariats particuliers à l'international,
- La manutention, emballage, transport, installation d'œuvres dans les divers sites du musée du quai Branly-Jacques Chirac dans le cadre de chantiers d'envergures.

6. EXCLUSION DU PERIMETRE DE L'ACCORD-CADRE ALLOTI

Sont exclues du champ de l'accord-cadre alloti, les prestations de transport imposées au musée du quai Branly-Jacques Chirac dans le cadre de la passation d'un marché subséquent, lorsqu'elles visent l'un des titulaires de l'accord-cadre (lot n°3). Dans cette hypothèse, le musée passera une commande qui ne dépendra pas du présent accord-cadre, sauf dans le cas où celle-ci peut faire l'objet d'un simple bon de commande.

Le musée du quai Branly – Jacques Chirac se réserve également la possibilité de contracter en dehors du présent accord-cadre, dans le cadre d'opérations exceptionnelles et lorsque la réponse technique apportée par les titulaires de l'accord-cadre, à l'issue d'une consultation, sera jugée insuffisante.

Cas particulier des expositions itinérantes :

Sont exclues du champ de l'accord-cadre alloti les prestations de transport imposées au musée du quai Branly – Jacques Chirac, notamment par un prêteur privé, par un musée reprenneur ou par une collectivité territoriale dans le cadre d'une exposition itinérante. Cette exclusion concerne principalement les reprises d'expositions et les co-productions d'expositions.

Sont exclues du champ de l'accord-cadre alloti les prestations de manutention, emballage, caisserie et transport d'œuvres d'art lorsque ces prestations ont lieu exclusivement à l'étranger dans le cadre d'un projet dont le musée du quai Branly – Jacques Chirac est l'organisateur.

Sont exclues du champ de l'accord-cadre alloti les prestations de manutention, emballage, caisserie et transport éléments muséographiques, scénographiques, de médiation avec le public n'étant pas considéré comme une œuvre d'art.

7. ACHATS RESPONSABLES ET OBLIGATIONS ENVIRONNEMENTALES

7.1. Politique d'achats responsables de l'Etablissement

Le musée du quai Branly – Jacques Chirac est dédié à la préservation et à la valorisation de la diversité des cultures à travers le monde. Alors que la destruction des écosystèmes menace toujours plus la pérennité des cultures, le musée assume une responsabilité particulière en matière environnementale.

Établissement en charge d'une mission de service public culturel, le musée du quai Branly – Jacques Chirac endosse aussi une responsabilité sociale et sociétale forte, à travers des objectifs d'égal accès aux arts et aux savoirs, d'accessibilité au plus grand nombre et, plus largement, de lutte contre toutes formes de discriminations.

Pour l'ensemble de ces raisons, le musée développe depuis plusieurs années une politique d'achats responsables. A ce titre, dans le cadre de l'exécution des prestations du présent accord-cadre, le titulaire s'engage à :

- Limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport dans la réalisation des prestations. La planification du transport doit permettre d'éviter la circulation pendant les heures de pointe, de privilégier le transport groupé des personnes et fournitures objet de l'accord-cadre afin de réduire les déplacements de véhicules. Le titulaire favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions ou les modes de transports doux quand cela est possible ;
- Privilégier l'utilisation de matériaux recyclables et/ou recyclés et/ou à faible consommation énergétique dans la réalisation des prestations ;
- Favoriser l'éco-conditionnement, le reconditionnement et le retraitement des équipements usés ;
- Limiter sa production de papiers et privilégier l'utilisation de papiers issus d'une gestion durable des forêts ;
- Encourager et agir dans la sensibilisation de son personnel afin de généraliser les pratiques respectueuses de l'environnement ;

- Proposer au musée, à tout moment de l'exécution du contrat, toute suggestion permettant de limiter l'impact environnemental dans la réalisation des prestations ;
- Veiller à ce que soient effectuées les opérations de collecte, transport, entreposage, tris éventuels, traitement et évacuation des déchets créés vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Conformément à l'article L541-2 du Code de l'environnement, le titulaire est tenu d'assurer ou de faire assurer la gestion de déchets liés aux prestations du présent accord-cadre. Il est ainsi demandé au titulaire d'assurer le démantèlement des caisses en fin de vie appartenant au musée du quai Branly – Jacques Chirac ainsi que le tri à la source au sein de ses ateliers ou entrepôts.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande du musée, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux, le cas échéant. La non-communication de ces éléments justificatifs peut engendrer l'application de pénalités pour non remise de documents.

Conformément à l'article 16.2.2 du CCAG-FCS, le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants des obligations environnementales exigées au titre du présent accord-cadre.

7.2. Obligations environnementales spécifiques au présent accord-cadre

Il est attendu des titulaires qu'ils soient force de proposition en matière d'amélioration des pratiques favorisant le développement durable tout au long de l'accord-cadre : réduction de l'impact environnemental des caisses dès que cela est possible, proposition de matériaux innovants et biosourcés, optimisation des transports, développement des transports par voie ferroviaire lorsque c'est possible (article 12.3), mutualisation des déplacements et des convoiements inter-institutions (article 7.2.4), etc.

7.2.1 Obligations à respecter concernant la provenance des matériaux

Pour l'utilisation de bois, le titulaire devra justifier de l'utilisation de bois issu de forêts gérées de façon durable (PEFC ou FSC) via la transmission de bordereaux de commandes de bois labélisé ou de fiches techniques labélisées pour les caisses fabriquées en sous-traitance.

Pour l'utilisation du carton, le titulaire devra justifier de l'utilisation de carton tout ou partie recyclé (exemple : APUR, NF Environnement, PEFC, FSC® Mixte, FSC® Recyclé, etc.). Le musée attire l'attention des futurs titulaires sur certains labels ne correspondant pas aux exigences du présent cahier des charges : FSC 100%, Point Vert, etc. Cette liste est non exhaustive et il reviendra aux titulaires de vérifier que les labels et certifications des cartons utilisés dans le cadre des prestations réalisées pour le musée répondent bien aux exigences du présent article.

Ces dispositions (bois et carton) s'appliquent à l'ensemble du BPU et des prestations issues des marchés-subséquents et non uniquement à la section « Eco-conditionnement » du BPU lorsque celle-ci existe (lot 2, lot 3).

Les matériaux tout ou partie recyclés listés au BPU (papier bulles, papier kraft, papier de soie, mousses, etc.) pourront faire l'objet de contrôles via la transmission des fiches techniques et bordereaux de commandes à la demande des services du musée. Ces contrôles seront aléatoires, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de les réaliser à tout moment dans l'exécution de l'accord-cadre.

Fiches techniques et bordereaux devront être transmis dans un délai de 72 heures sur simple demande de l'Établissement. En cas de non-transmission des documents dans les délais impartis, le titulaire se verra appliquer les pénalités décrites à l'article 17.1 du présent accord-cadre.

7.2.2 *Obligations relatives à l'émission des bons de commande des lots 2 et 3*

Avant toute commande sur les lots 2 et 3, le titulaire devra, sur demande du musée, réaliser une proposition de solution en réponse à l'expression du besoin, communément appelé ici « devis ».

Lorsque le devis comprendra des prestations de conditionnement et caisserie, le titulaire aura l'obligation de proposer une version éco-conditionnée de son offre en option en se basant sur les lignes de la section « Eco-conditionnement » du BPU. Le devis devra donc présenter :

- Une offre type basée sur les habitudes du secteur
- Une option éco-conditionnée avec les lignes de BPU correspondantes

Cette option sera proposée dans le respect des exigences de conservation préventive. En cas d'impossibilité pour le titulaire de réaliser une option éco-conditionnée, celle-ci devra être justifiée par le titulaire. Le pouvoir adjudicateur pourra, s'il le juge opportun, refuser cette justification et exiger ce devis.

7.2.3 *Obligations relatives au calcul des émissions de gaz à effet de serre des lots 2 et 3*

Conformément à l'article L.1431-3 du code des transports, **les titulaires des lots 2 et 3 ont l'obligation d'informer le bénéficiaire de la quantité de gaz à effet de serre émise à l'occasion des transports demandés.**

Pour plus d'informations, voir :

- [Information GES des prestations de transport | Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires \(ecologie.gouv.fr\)](#)
- [Article L1431-3 - Code des transports - Légifrance \(legifrance.gouv.fr\)](#)

Lorsque le devis (au sens de solution proposée en réponse à l'expression d'un besoin, avant émission du bon de commande) comprendra des prestations de transport ou de caisserie, le titulaire aura l'obligation d'indiquer **un chiffrage carbone exprimé en équivalent CO (Eq CO²).**

Pour ce faire, les titulaires pourront utiliser l'outil de calcul de leur choix mais devront préciser la source des données d'équivalence carbone et facteurs d'émission afin que le musée puisse juger de sa fiabilité. Les candidats peuvent, entre autres, s'appuyer sur la base Empreinte® produite par l'ADEME ou sur la norme ISO 14083 :

- <https://base-empreinte.ademe.fr>
- [Norme NF EN ISO 14083 \(afnor.org\)](#)

Le périmètre du chiffrage carbone devra inclure les opérations indirectes, potentiellement invisibles au devis, mais découlant directement des prestations réalisées tel le transport des équipes sur les sites d'opérations, l'acheminement des caisses à vides vers les entrepôts du titulaire en cas de fabrication sous-traitée, etc.

Le chiffrage carbone des caisseries pourra être réalisé une première fois au m² en incluant les matériaux significatifs constitutifs de la référence de caisse (bois, pare-vapeur, isolant thermique, mousse de calage...) puis multiplié au m² développé. Les consommables ne sont pas considérés comme significatifs et pourront être retirés de ce chiffrage carbone afin d'en faciliter le calcul (visserie, scotch, etc).

Des outils tels que le calculateur carbone STiCH pourront aider les titulaires dans cette démarche de calcul : <https://stich.culturalheritage.org/>

Pour le lot 2 :

Lors de l'émission de la commande, le musée du quai Branly – Jacques Chirac se réserve la possibilité de demander au titulaire de l'accord-cadre, de manière ponctuelle, un bilan carbone des prestations réalisées. Ce bilan devra reprendre le chiffrage carbone réalisé à titre estimatif lors de l'émission du devis et mettre en évidence les éventuelles baisse ou augmentation de « carbone » qui auront eu lieu pendant l'exécution de la prestation du titulaire. Ce bilan sera exprimé en EqCO² détaillé par poste d'émission.

Pour le lot 3 :

A l'issue de la phase retour des marchés subséquents ou des prestations réalisées par bons de commandes du lot 3 les titulaires auront **l'obligation de fournir un bilan carbone de l'ensemble des prestations réalisées**. Ce bilan devra reprendre le chiffrage carbone réalisé à titre estimatif et mettre en évidence les éventuelles baisse ou augmentation de « carbone » qui auraient eu lieu pendant l'exécution de la prestation du titulaire de l'offre. Ce bilan sera exprimé en EqCO² détaillé par poste d'émission.

7.2.4 *Obligations relatives aux groupages de commandes des lots 2 et 3*

Le transport des œuvres étant le poste d'émission le plus important du périmètre de cet accord-cadre, le musée du quai Branly – Jacques Chirac prêtera une attention particulière à l'organisation de transports groupés, qui devront, dans la mesure du possible, être systématiquement favorisés et proposés au service demandeur qui effectuera un arbitrage en fonction de la spécificité de chaque corpus d'œuvres.

Les titulaires ont en outre l'obligation d'informer les services de régie du musée si des œuvres d'autres institutions muséales sont transportées en provenance ou à destination du même lieu et à la même période que celle du musée du quai Branly – Jacques Chirac à des fins de mutualisation de transports et de convoiements. Le cas échéant, le musée du quai Branly – Jacques Chirac pourra adapter son planning pour permettre une optimisation du transport et/ou prendre contact avec les institutions muséales pour mutualiser un convoiement. Les commandes, qu'elles soient émises par bon de commande ou par marché subséquent, préciseront de façon plus spécifique les possibilités d'adaptation de planning ayant pour objectif de mutualiser des transports d'œuvres.

7.2.5 *Obligation de demande d'autorisation d'accès pour les lots 2 et 3*

Toute prestation sur le site du musée du quai Branly – Jacques Chirac devra être précédée d'une demande d'autorisation d'accès (article 12.4). Le modèle de cette demande sera transmis aux titulaires par le musée lors de la première passation de commande.

Ce document comprendra, outre les informations de sécurité précisées dans l'article 12.4, des informations relatives au suivi d'impact écologique de l'activité de l'institution, à savoir :

- Le type de véhicule utilisé
- Le type de carburant utilisé
- Le kilométrage total de l'opération
- Le poids total approximatif du chargement

8. INTERVENANTS DE L'ACCORD-CADRE

8.1. Conduite de l'accord-cadre

La Direction du développement culturel et le Département des collections du musée du quai Branly – Jacques Chirac, sont chargés du suivi et de la conduite de l'accord-cadre.

8.2. Titulaire de l'accord-cadre

Le(s) titulaire(s) ou les membres du groupement désignés à l'article 1 ou 2 de l'acte d'engagement de chacun des lots ayant en charge la réalisation des prestations sont désignés dans le présent CCAP commun sous le nom « le titulaire ».

Dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de la personne publique, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom à la personne publique dans les délais requis ou impartis par l'accord-cadre, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à la personne publique les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre.

8.3. Sous-traitance

Le titulaire sous-traite les prestations dans les conditions prévues par les articles L.2193-1 à L.2193-14 du Code de la commande publique **et** aux articles R.2193-1 à R.2193-16 du Code de la commande publique.

La sous-traitance totale est interdite.

Si la demande d'acceptation et d'agrément n'a pas été faite au moment du dépôt de l'offre pour l'attribution de l'accord-cadre, elle pourra avoir lieu à tout moment pendant la durée de l'accord-cadre à condition d'avoir obtenu du musée du quai Branly – Jacques Chirac l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant, sur présentation de la déclaration de sous-traitance à la personne publique (*formulaire DC4 joint au présent DCE*) dans les conditions définies à l'article 3.6 du CCAG-FCS.

Le sous-traitant accepté et agréé est payé directement, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution, par la personne publique lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600,00 euros TTC.

Le titulaire reste responsable de toutes les obligations résultant du présent accord-cadre, y compris celles qui sont sous-traitées.

En tout état de cause, la déclaration de sous-traitance doit être adressée à la personne publique avant tout début d'intervention du sous-traitant. Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques de l'entreprise titulaire dans les conditions de l'article 45 du CCAG-FCS.

8.4. Cotraitance

Les dispositions de l'article 3.5 du CCAG-FCS sont applicables. En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du représentant de la personne publique jusqu'à la date d'expiration de l'accord-cadre, à laquelle ces obligations prennent fin et jusqu'à l'exécution complète des bons de commandes pris en application de l'accord-cadre.

9. PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles de chaque lot de l'accord-cadre, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement (AE) propre à chacun des lots et ses annexes :
 - o Annexe 1 : le bordereau de prix unitaires (BPU) propre à chaque lot ;
 - o Annexe 2 : demande d'acceptation du ou des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement du ou des contrats de sous-traitance (DC4).
- Le cahier des clauses administratives particulières commun (CCAPC) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières commun (CCTPC) et ses annexes :
 - o Annexe 1 : les plans des espaces des expositions ;
 - o Annexe 2 : le document de repérage des ascenseurs et des monte-charges ;
 - o Annexe 3 : demande d'autorisation d'accès ;
 - o Annexe 4 : calendrier de chantier de collection pôle régie.
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) du lot n°1
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106868A) ;
- L'offre technique du titulaire.

Nota : les pièces générales sont contractuelles et réputées connues de chaque titulaire bien qu'elles ne soient pas matériellement annexées au dossier du présent accord-cadre.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au 1^{er} jour du mois d'établissement des prix.

10. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

10.1. Droit d'utilisation des résultats

Le titulaire accorde au titre du présent article à l'acheteur, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents particuliers de l'accord-cadre et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre de l'accord-cadre.

10.2. Restitution des supports ayant servi à réaliser la prestation

Le titulaire doit restituer à l'établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac, sur simple demande, les supports ayant servi à réaliser les prestations. C'est notamment le cas des plans, études, rapports, croquis, prototypes, échantillons, fichiers numériques, utilisés par le titulaire et, le cas échéant, ses sous-traitants pour l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire ne pourra utiliser, à d'autres fins que celles de l'exécution du présent accord-cadre, les documents qui lui auront été confiés par l'établissement public. Le titulaire n'acquiert aucun droit de

propriété intellectuelle d'aucune sorte, du fait de l'exécution des prestations prévues au présent accord-cadre lorsque les créations ont été réalisées ou fournies par l'établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac.

En cas de résiliation de l'accord-cadre, qu'il y ait ou non faute du titulaire, cette restitution a lieu au plus tard à la date de prise d'effet de la décision de résiliation.

11. OBLIGATIONS DU TITULAIRE AU REGARD DES SPECIFICITES DU MUSEE

11.1. Obligations générales du titulaire

Le titulaire est responsable de l'ensemble des prestations à fournir. A ce titre, il est responsable notamment de la définition et de la coordination des moyens qu'il doit mettre en œuvre, du respect des dispositifs méthodologiques présentés au présent CCAP commun.

Il appartient au titulaire de se conformer à l'ensemble des obligations de l'accord-cadre, de conseiller le musée, de l'avertir de toute difficulté qu'il pourrait percevoir, et d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la bonne fin des prestations à réaliser.

En particulier, en cas de difficultés susceptibles d'entraîner un retard dans l'exécution des prestations ou d'abaisser la qualité de service, le titulaire s'engage à informer immédiatement le musée et à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour y remédier.

La responsabilité du titulaire vis-à-vis du musée reste entière, conformément aux engagements qu'il a souscrits ainsi qu'aux règles de l'Art qu'il doit respecter dans tous les cas, sans prétendre à un supplément de prix.

Le titulaire s'engage :

- à exécuter les prestations dans les règles de l'art, et dans les meilleures conditions de sécurité des biens et des personnes,
- à se conformer aux moyens qu'il aura notamment prévus dans son offre technique, et qui auront été approuvés par la personne chargée de la conduite de l'accord-cadre ou à ceux qui auront été déterminés lors des réunions préparatoires. Dans le cas où il les modifierait, il en aviserait la personne chargée de la conduite de l'accord-cadre et le responsable scientifique concerné. Toute modification devra obtenir un accord préalable écrit du musée avant sa mise en œuvre,
- à respecter les conditions d'exécution fixées lors des réunions préparatoires ci-dessus,
- à respecter les normes de conservation-préventive et à alerter le musée dans les plus brefs délais en cas d'anomalie ou dérive,
- à prévoir les protections nécessaires contre toutes détériorations des biens,

Avant tout début d'exécution des prestations, le titulaire sera réputé avoir pris pleine connaissance de tous les éléments en relation avec l'exécution des prestations, et d'avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution et sujétions.

En conséquence, il devra solliciter toute information complémentaire dont il ressentirait le besoin avant d'engager les opérations.

11.2. Obligation de résultat

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat. A ce titre, il est tenu de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la bonne exécution des prestations définies dans le présent accord-cadre ainsi que dans les marchés subséquents dans les délais impartis.

Au titre de son obligation de résultat, le titulaire s'engage, si cela s'avère nécessaire pour assurer ses prestations dans les délais impartis, à renforcer son équipe et ses moyens techniques sans accroissement de sa rémunération.

Les billets de transport des convoyeurs doivent être pris dans les conditions économiques les plus avantageuses et le plus tôt possible après notification du marché subséquent, sauf cas exceptionnel qui devra être dûment justifié.

L'obligation de résultat implique que le titulaire donnera à ses équipes les moyens nécessaires pour mener à bien les prestations prévues au contrat. A ce titre, le titulaire s'engage au respect des horaires pour tous les prêteurs.

11.3. Devoir d'information et de conseil

Le titulaire doit immédiatement informer l'établissement public de tout problème rencontré dans l'exécution des prestations qui lui sont confiées et proposer dans les meilleurs délais, au regard du planning de l'opération, des solutions discutées et validées avec l'Etablissement public.

Le titulaire a un devoir de conseil renforcé et adapté aux éléments qui lui sont fournis par le musée relatifs à la nature, à la valeur et à la destination des œuvres transportées, aux délais fixés et aux usages du marché considéré.

Le titulaire s'engage également par le présent accord-cadre à conseiller le pouvoir adjudicateur en matière de solutions environnementales, comme décrit à l'article 7 du présent CCAP commun.

11.4. Personnel du titulaire

11.1.1 Qualification du personnel dédié

Le titulaire s'engage à faire exécuter les prestations par un personnel suffisamment dimensionné et qualifié.

Le titulaire devra assurer les opérations d'emballage/déballage ainsi que de manutention et accrochage des œuvres, qu'elles soient manuelles ou à l'aide d'engins de levage, par du personnel spécialisé. Le titulaire devra mettre à disposition une équipe dirigée par des cadres, dénommés chefs d'équipe, ayant l'expérience de ces opérations et faisant partie de l'équipe dédiée du présent accord-cadre. Les profils des membres composant l'équipe devront avoir une expérience similaire. Dans le cas exceptionnel d'une indisponibilité circonstanciée, le titulaire pourra proposer un personnel remplaçant présentant des compétences et expériences similaires, qui devra faire l'objet de l'accord formel du musée du quai Branly – Jacques Chirac.

Le titulaire est responsable de son personnel, en toutes circonstances, et pour quelque cause que ce soit. Le personnel reste sous l'autorité hiérarchique du titulaire et ce dernier s'assurera de la bonne exécution des prestations par son personnel. Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, le personnel du titulaire restera sous l'entière responsabilité de ce dernier.

Le titulaire est responsable des accidents et vols du fait de son personnel. De même, les dégâts de toute nature, produits à l'occasion de son intervention, seront à sa charge.

Les représentants de l'Etablissement public, notamment le régisseur et son responsable, se réservent le droit de demander le remplacement d'un ou de plusieurs des agents du titulaire, en cours d'exécution de la prestation, qui ne satisferait pas aux obligations décrites ci-dessous, ou dont le comportement pourrait générer des dégâts sur les œuvres ou des difficultés dans la bonne réalisation de la prestation.

Le titulaire veille à l'observation d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers.

Il veille également au respect par son personnel des points suivants :

- Tenue vestimentaire correcte et décente,
- Port de chaussures de sécurité et tout autre EPI nécessaire à la bonne réalisation de la prestation,
- Attitude respectueuse vis-à-vis du personnel du musée du quai Branly – Jacques Chirac et des autres intervenants,
- Interdiction d'exécuter les prestations en état d'ébriété,
- Interdiction de toucher aux installations techniques dont le titulaire n'a pas l'usage dans l'exécution de sa tâche.

En cas de non-respect de ces dispositions, un procès-verbal d'incident sur site sera rédigé par le musée et envoyé par courriel avec accusé de réception.

Le musée se réserve le droit d'appliquer des pénalités prévues au présent CCAP commun.

Le musée se réserve le droit, à tout moment d'interdire ponctuellement l'accès au musée du quai Branly – Jacques Chirac au personnel du titulaire qui par son attitude ou sa conduite entraverait le bon fonctionnement de l'accord-cadre.

11.1.2 Protection du personnel

Le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité.

A ce titre, il devra observer les dispositions particulières de sécurité liées à la nature des opérations. Ces dispositions sont réputées avoir été prises en compte pour l'établissement de tous les prix. Le titulaire ne pourra prétendre à aucune prolongation des délais ni à aucune indemnité à ce titre.

En complément des dispositions prévues à l'article 5 du CCAG-FCS le titulaire devra, conformément au décret n° 92-158 du 20 février 1992 modifié par le décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure, se conformer aux dispositions suivantes :

- balisage d'un périmètre de sécurité lors des opérations de chargement et de déchargement sur rue, et ce conformément aux mesures établies d'un commun accord avec l'entreprise utilisatrice,
- participation le cas échéant à des inspections préalables des lieux d'intervention, des installations qui s'y trouvent et des matériels éventuellement mis à disposition de l'entreprise extérieure. Ces inspections sont faites en commun accord avec l'entreprise utilisatrice et le pouvoir adjudicateur, le cas échéant,
- avant le commencement des prestations, participation, avec la personne publique, à l'établissement d'un plan de prévention (document définissant les mesures qui doivent être prises par l'entreprise extérieure et ses éventuels sous-traitants, en vue de prévenir les risques pouvant résulter de l'interférence entre les activités, les installations et les matériels),
- informer ses salariés des dispositions retenues.

11.5. Mesures concernant la sécurité et la protection des œuvres sur le chantier

Le titulaire devra mettre en place les moyens nécessaires pour garantir la sécurité des opérations de chargement et de déchargement sur voies publiques et privées : signalisation, mise à disposition de personnel...Le(s) dispositif(s) à mettre en place est/sont à la charge du titulaire.

Le titulaire s'engage à respecter l'intégrité des œuvres, manipuler les objets avec des gants de coton, de latex ou de nitrile (sauf prescriptions spécifiques), tout en évitant le contact direct avec les plans de travail (utilisation de films support), selon les règles de l'art. Les modalités sont décrites dans la norme AFNOR NF 16648 « Conservation du patrimoine culturel / méthodes de transport, octobre 2015.

Le titulaire devra assurer tous types de protection des vitrines et des supports en place, ainsi que des éléments sur lesquels il travaillera.

Le titulaire s'engage à mettre à disposition l'outillage et les moyens de manutention nécessaires à l'emballage/ au déballage, à l'acheminement des caisses jusqu'à la salle d'exposition et jusqu'au lieu de chargement, et à la manipulation des œuvres.

Il devra disposer des engins de levage suffisants et appropriés pour assurer les manutentions d'œuvres lourdes et/ou délicates à manipuler.

L'utilisation d'engins de levage à gaz est formellement interdite.

Les personnels doivent être titulaires des certificats d'aptitudes ou des permis nécessaires à l'utilisation des différents engins ou matériels de manutention.

11.6. Bilan annuel

Chaque année, une réunion de bilan sera organisée par l'Etablissement public du musée du quai Branly avec chaque titulaire pour établir ensemble un bilan de l'année passée, des opérations menées, de la collaboration avec les équipes et des actions éco-responsables mises en place ou en développement. Elle sera l'occasion pour le musée et le titulaire d'échanger et de travailler en collaboration pour permettre la bonne réalisation des prestations et favoriser des pratiques environnementales performantes. Le musée pourra également, à cette occasion, formuler des avertissements avant application de pénalités pour la suite de l'exécution des prestations.

Le titulaire est tenu d'assister à cette réunion. En cas d'absence à cette réunion, les pénalités prévues à l'article 17.5 du présent CCAP commun.

12. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

12.1. Conditions générales

Le titulaire exerce ses fonctions pour le compte de l'Etablissement public en liaison avec celui-ci.

Le titulaire s'engage à accomplir tous les actes qui lui paraissent nécessaires auprès de l'établissement public, compte tenu de la nature et du domaine d'intervention qui lui sont confiés par le présent accord-cadre. Il doit mettre en garde l'Etablissement public contre d'éventuelles conséquences néfastes des dispositions inscrites dans les différentes pièces portées à sa connaissance tout au long de sa mission.

Pour l'exécution de sa mission, le titulaire est tenu d'assister à toutes les réunions de travail organisées par l'Etablissement public dès lors que des questions le concernant y seront abordées.

L'exécution de certaines prestations pourra être précédée de réunions préparatoires faisant l'objet de comptes rendus adressés au titulaire pour prise en compte des dispositions indiquées. Au cours de ces réunions seront notamment examinés les moyens à mettre en œuvre pour la réalisation des prestations.

12.2. Responsable d'opérations de l'accord-cadre

Le titulaire a désigné dans son offre un « responsable d'opérations » qui sera l'interlocuteur privilégié de l'établissement public. Le titulaire s'engage à nommer un interlocuteur privilégié de l'Etablissement public pour le suivi des opérations et des commandes afin de garantir la fluidité des échanges et de minimiser les pertes d'information.

Il devra :

- participer aux différents échanges et à la préparation des opérations réalisées,
- coordonner toutes les interventions pour le titulaire,
- engager le titulaire lors des opérations de vérification.

12.3. Modes de transport

Le transport par voie ferrée est peu utilisé mais tend à se développer lorsque les conditions de sûreté, sécurité et conservation préventive le permettent, toutes les propositions en ce sens sont encouragées, dans le cadre des réflexions environnementales du musée.

Le transport par voie maritime des œuvres de la collection sera étudié au cas par cas.

Ces modes de transport peuvent être envisagés dans le cadre de la passation de marchés subséquents et de bons de commande.

12.3.1 Transport par route

Les biens assurés, qui font l'objet du présent accord-cadre et de ses marchés subséquents et bons de commande, doivent être transportés à l'exclusion de tout autre type de chargement, sauf accord préalable de l'Etablissement Public du musée du quai Branly – Jacques Chirac, à l'intérieur d'un véhicule « œuvres d'art » propre, banalisé, entièrement clos, climatisé, avec capitonnage, suspension pneumatique et muni d'un hayon élévateur, d'un ou plusieurs sièges convoyeur avec ceinture de sécurité, d'une alarme du fourgon, d'un système coupe-circuit, d'un système de repérage satellite, d'une liaison téléphonique et d'un extincteur de forte capacité. Les modalités sont décrites dans la norme AFNOR NF 16648 « Conservation du patrimoine culturel / méthodes de transport », octobre 2015.

Chaque véhicule doit être occupé au minimum par deux personnes dont une se tiendra en permanence dans le véhicule. Pour le lot 3, il est impératif que pour tout transport en dehors de Paris Intra-muros les deux personnes soient des chauffeurs professionnels titulaires habilités disposant du permis adéquat au type d'engin motorisé utilisé.

Dans les cas où la surveillance de ces personnes ne peut plus s'exercer, le véhicule doit être stationné en zone sécurisée (enceinte fermée d'un musée, caserne de gendarmerie ou de CRS...), dont le facility report et les dispositions de stationnement et de branchements le cas échéant auront été validées au préalable par le musée du quai Branly – Jacques Chirac. Au cas où les biens assurés seraient déposés à tout autre endroit que les locaux mêmes des collections permanentes et /ou des expositions (transitaires, entrepositaires, emballeurs, détenteurs ou gardiens de la chose), ils doivent être mis en chambre forte.

À défaut, des modes de surveillance adaptés aux valeurs, à la nature des œuvres ainsi qu'aux difficultés du trajet doivent être recherchés en accord avec le régisseur et ou son responsable de service.

Le titulaire est tenu de prendre en charge les formalités douanières d'importation et d'exportation ainsi que les formalités de sortie du territoire le cas échéant.

Le titulaire est par ailleurs tenu de demander aux autorités concernées les autorisations de stationnement pour les livraisons et retraits à l'Établissement Public du musée du quai Branly – Jacques Chirac.

12.3.2 Transport par voie aérienne

Le titulaire supervise les opérations suivantes :

- chargement/déchargement,
- palettisation/dé-palettisation,
- acheminement des caisses jusqu'à l'avion, le bateau ou le train,
- mise en container/sortie de container.

Le titulaire sera à même de négocier, pour le compte du musée du quai Branly – Jacques Chirac les tarifs de fret et de trouver les tarifs les plus avantageux pour les billets des convoyeurs. Toutes les expéditions d'œuvres seront acheminées sur des vols directs, sans escale ni transbordement. Si cette condition ne pouvait être envisagée, le titulaire s'engage à en informer le musée du quai Branly – Jacques Chirac qui devra impérativement donner son accord.

Le titulaire est tenu de prendre en charge les formalités douanières d'importation et d'exportation temporaire, de transit ainsi que les formalités de sortie du territoire national le cas échéant.

Le titulaire devra être en mesure d'avoir du personnel qualifié sur les zones de fret et tarmac pour faire la liaison avec les convoyeurs. Il devra disposer des accréditations nécessaires pour l'ensemble des opérations en zone aéroportuaire pour l'ensemble des opérations liées au transport et au convoiement des œuvres.

12.4. Conditions d'accès et circulation du personnel

Le personnel du titulaire est soumis aux règlements du musée du quai Branly– Jacques Chirac, en particulier aux règles d'accès et de circulation qui lui seront communiquées par l'Etablissement public.

Le personnel désigné par le titulaire comme intervenant sur site sera porteur d'une tenue propre à l'entreprise. Cette tenue spécifique à l'entreprise est obligatoire.

Seuls devront être utilisés par le personnel de l'entreprise les parcours, accès et locaux désignés, étant entendu qu'il est formellement interdit de pénétrer ou circuler, sous quelque prétexte que ce soit dans les autres zones de l'établissement.

Le personnel désigné par le titulaire devra également se conformer à toutes les règles sanitaires transmises par le musée du quai Branly – Jacques Chirac.

Lors de la planification des opérations (15 jours à l'avance), le titulaire devra fournir :

- les demandes d'intervention,
- les dates et horaires prévisionnelles d'intervention au musée : présence de l'équipe et livraison,
- désigner le chef d'équipe qui sera l'interlocuteur de l'Etablissement Public du musée du quai Branly– Jacques Chirac.

Avant le début de l'exécution des prestations (2 jours à l'avance) le titulaire devra fournir une demande d'autorisation d'accès comprenant :

- la liste nominative de ses salariés prévus sur le site pour l'établissement des laissez-passer ;
- les immatriculations des véhicules souhaitant avoir accès au musée du quai Branly – Jacques Chirac;
- Le formulaire d'autorisation d'accès (annexe 3 du CCTP commun).

Ces demandes d'autorisation d'accès seront transmises par email simultanément au service de la sécurité et au service régie demandeur de la prestation. L'absence de la transmission d'une demande d'autorisation donnera lieu à l'application de la pénalité décrite à l'article 17.3 du présent CCAP commun.

Le titulaire certifie avoir pris connaissance de ces informations et s'engage à en tenir compte dans son chiffrage et dans son planning prévisionnel. L'établissement est équipé des ascenseurs et monte-charge dont l'implantation est précisée sur l'annexe 2 du CCTP commun.

12.5. Conditions générales de livraison - horaires d'intervention

En raison de l'intervention possible en espaces publics et en fonction de la nature des prestations, le titulaire pourra être amené à exécuter ces prestations en dehors des horaires d'ouverture du musée au public signalés ci-après. Ces horaires sont susceptibles d'évoluer. Le titulaire ne pourra prétendre à aucun supplément de prix de ce fait ni aucune indemnité.

Les horaires de l'établissement publics sont :

ESPACES PUBLICS : Horaires d'ouverture du musée au public et du jardin

Musée : de 10h30 à 19h00 / jardin : de 9h15 à 19h30

Excepté le jeudi, musée : fermeture à 22h/ jardin : fermeture à 22h15

Jour de fermeture hebdomadaire : lundi (excepté pendant les vacances scolaires des 3 zones hors les vacances d'été) ainsi que le 1^{er} mai et le 25 décembre

Toute opération de livraison/ enlèvement d'œuvres nécessitant un accès commun avec celui du passage du public doit se faire en dehors des horaires précités.

Toute opération d'entrée et de sortie des objets du plateau des collections doit se faire également en dehors de ces horaires.

ESPACES ADMINISTRATIFS : Horaires de travail

Du lundi au vendredi : de 9h00 à 17h30.

Le site dispose d'un PC sécurité ouvert 24h/24 et 7 jours sur 7

AIRE DE LIVRAISON

Horaires de livraisons : de 9h00 à 17h30 du lundi au vendredi mais possibilité d'accès 24/24 et 7/7 pour les livraisons et enlèvements d'œuvres.

L'aire de livraison ne dispose pas de quai de livraison.

Important : tous les camions affectés à des opérations sur le site du musée doivent être équipé d'un hayon.

Hauteur libre en aire de livraison : 3,40 mètres

Adresse de livraison : 25/27, quai Branly – 75007 PARIS

Hauteur maximale dans les espaces de circulation en aire de livraison : 2.43m. Donnée à prendre en compte lors de l'évaluation des modalités de livraison des œuvres

RESERVE EXTERNE

Les accès au sein de la réserve externe du musée du quai Branly – Jacques Chirac se font uniquement sur rendez-vous fixé au préalable avec le régisseur en charge du dossier.

La réserve externe dispose d'un quai de livraison.

Hauteur libre du quai de livraison : 2,50 mètres

Adresse de livraison : Île-de-France (Essonne)

HORAIRES D'OPERATION

Les prestations présentes au BPU s'entendent sur une durée de travail attendu de 7 heures au sein du plage horaire comprise entre 8h00 et 18h00. Les prix horaires et journaliers s'entendent sur cette plage de 7 heures.

- Pour les sites du musées (musée, pavillon des sessions, réserves externes) et les sites parisiens le temps de trajet des véhicules et équipes affectés par le titulaire ne pourra pas être facturé en supplément.
- Pour les autres sites franciliens (hors réserves externes du musée), les temps de trajet pourront être devisés en supplément si ceux-ci impliquent une opération supérieure à 7 heures.

Pour les expositions temporaires, les horaires de chantier au musée sont de **9h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h30**. Ces horaires ne donnent pas lieu à des coûts supplémentaires. Le titulaire devra effectuer ses plannings en fonction de cette contrainte, et établir ces plannings d'enlèvement de caisses vides et de relivraison en conséquence.

En fonction des besoins spécifiques des projets les horaires de chantier pourront être modifiés à la demande du pouvoir adjudicateur.

12.6. Mise en œuvre des prix unitaires « horaire »

Après détermination précise et objective de la prestation de service à réaliser, le pouvoir adjudicateur émettra un bon de commande afin d'en arrêter le montant global, forfaitaire et définitif compte tenu de la nature technique, du volume et du périmètre des prestations à exécuter, mais également des délais, définis par le pouvoir adjudicateur. Ce bon de commande notifié, soulignant, outre les quantités et les différents prix unitaires applicables, le montant global et forfaitaire ainsi que l'intitulé de la prestation finale commandée et attendue.

S'agissant des conditions d'intervention du titulaire¹ dans le cadre des prestations réalisées sur bon de commande, il est entendu entre les parties que le titulaire, en tant qu'employeur de la ou des personnes constitutives de l'équipe dédiée à la réalisation des prestations², continuera d'encadrer, de surveiller et de diriger de manière exclusive les membres de ladite équipe dédiée, sans qu'aucun transfert d'autorité, de contrôle hiérarchique ou de lien de subordination ne soit constitué au bénéfice du musée du quai Branly – Jacques Chirac.

Les membres de ladite équipe dédiée interviennent donc, réserves faites des nécessaires instructions prescrites notamment en matière d'hygiène et sécurité et autres modalités de coordinations sur site, en totale autonomie par rapport au pouvoir adjudicateur et sous les seuls ordres du titulaire. L'organisation du travail de l'équipe dédiée en charge de la prestation spécifique commandée ainsi que, le cas échéant, la définition des tâches de chacun en vue de la réalisation des prestations finales attendues telles qu'indiquées au sein du bon de commande notifié, relèvent du seul titulaire.

Le lien de subordination sera intégralement maintenu entre les membres de l'équipe dédiée et le seul titulaire pendant toute la durée du contrat de telle manière :

- que toutes les questions relatives aux droits, à la rémunération, à la gestion de la carrière et de l'emploi ou à l'exercice du pouvoir disciplinaire relèvent du seul titulaire, étant entendu, que ni le lieu, ni la qualification, ni la

¹ Ou, par extension, des membres de l'équipe dédiée à la réalisation des prestations.

² Sauf cas particuliers de cotraitance/sous-traitance.

- rémunération, ni la durée de travail ou la gestion des plannings des membres de l'équipe dédiée, ne sont modifiés par la mise en œuvre du présent marché public ou du bon de commande en question ;
- que les conditions d'intervention de ladite équipe dédiée, relevant de la seule autorité et du seul contrôle du titulaire, n'entraînent aucune modification sur les contrats de travail respectifs des personnes la constituant.

12.7. Confidentialité

Conformément à l'article 5 du CCAG-FCS, le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, a connaissance d'informations ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services, est tenu de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à tout tiers qui n'a pas à en connaître.

Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics. Chaque partie à l'accord-cadre est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. Pour assurer cette protection, il incombe à la personne publique d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues à l'accord-cadre.

Il est entendu que ces obligations s'appliquent à chaque titulaire de l'accord-cadre, aux cotraitants le cas échéant, aux sous-traitants éventuels et à chacun de leur préposé à titre personnel.

Par dérogation à l'article 5.2.2 du CCAG-FCS, en cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications éventuelles, demandées par la personne publique, afin de se conformer aux règles nouvelles, ne donnent pas lieu à la signature d'un avenant par les parties à l'accord-cadre.

Par dérogation à l'article 41 du CCAG-FCS, le non-respect de ces dispositions entraîne la résiliation immédiate de l'accord-cadre dont il est titulaire, sans préavis, ni indemnité.

13. VERIFICATION – ADMISSION DES PRESTATIONS

L'admission est l'acte par lequel le musée du quai Branly – Jacques Chirac accepte, avec ou sans réserve, les prestations exécutées.

13.1. Opérations de vérification

Par dérogation aux articles 27 à 29 du CCAG-FCS, les opérations de vérification se dérouleront de la manière suivante :

- La vérification sera réalisée à chaque remise de livrable attendu, chaque livraison et/ou chaque service réalisé ;
- Le musée dispose d'un délai d'un (1) mois à compter de la réalisation de la prestation pour effectuer des réclamations. Cette vérification portera sur l'adéquation entre la prestation réalisée par le titulaire et la description de cette dernière dans le présent document tant au niveau quantitatif qu'au niveau qualitatif.

13.2. Décision après vérification – Admission des prestations

A l'issue des opérations de vérification, le musée prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS, le silence de la personne publique durant le délai d'un (1) mois précité, vaudra admission de la prestation.

Les décisions d'ajournement, de réfaction et de rejet seront réalisées conformément aux articles 30.2 à 30.4 du CCAG-FCS.

14. MODALITES D'EMISSION ET D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE

14.1. Dispositions générales

Les bons de commandes sont émis par la personne publique, et établis sur la base des prix unitaires figurant dans le bordereau de prix unitaires joint en annexe n°1 à l'acte d'engagement de chacun des lots.

Les bons de commande peuvent être précédés d'une demande de « devis ». Par « devis », on entend dans le présent document une proposition de solution formulée par le titulaire en réponse à un besoin exprimé par le pouvoir adjudicateur, sur la base des prix du bordereau des prix unitaires. Ces devis ne donneront lieu à aucune rémunération, et relèvent du devoir de conseil du titulaire. Elles n'engagent pas le pouvoir adjudicateur, l'émission du bon de commande étant l'unique document faisant foi.

Chaque bon de commande précise la nature des prestations commandées et fixe les durées et dates auxquelles les prestations devront obligatoirement être exécutées.

Les bons de commandes peuvent être émis pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre.

Ces bons de commande sont émis par le musée du quai Branly – Jacques Chirac par tout moyen faisant foi. Pour toute commande du musée du quai Branly – Jacques Chirac, le titulaire accuse réception. Cet accusé de réception de commande vaut engagement du titulaire à fournir les prestations commandées.

Par dérogation à l'article 3.7.2 au CCAG-FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier par courriel à la personne publique, dans un délai de 24 heures à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion. Les modifications notifiées sous 24 heures donnent lieu à l'émission d'un nouveau bon de commande si le représentant de la personne publique a approuvé les modifications proposées par le titulaire. In fine, le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés. Ce délai de 24 heures ne s'applique pas aux commandes présentant un caractère urgent et devant s'exécuter dans un délai plus réduit indiqué au bon de commande.

Les titulaires ne peuvent refuser une commande.

Chaque bon de commande comportera les renseignements suivants :

- la référence de l'accord-cadre,
- le numéro du bon de commande,
- la désignation des prestations,
- les prix unitaires, références des produits indiqués dans le BPU et les quantités à exécuter ou la référence au devis (numéro et date d'établissement du devis),
- le délai d'exécution des prestations,
- le montant total hors taxes,

- les taux et les montants de TVA applicables,
- le montant total TTC.

14.2. Mécanisme d'attribution des bons de commande pour le lot multi-attributaire

Pour rappel, les lots n°1 et 2 sont mono-attributaire, le lot 3 est multi-attributaire.

S'agissant du lot 3, multi-attributaire, une clé de répartition sera mise en place afin de garantir aux titulaires des lots concernés une répartition juste des commandes. En tout état de cause, l'attribution des commandes s'effectuera sans négociation ni remise en concurrence des titulaires.

Cette clé de répartition prendra effet dès la notification de l'accord-cadre et s'appliquera sur toute sa durée.

Les commandes seront réparties **selon le mécanisme dit du « tour de rôle »**.

Cela signifie que le choix du titulaire s'effectuera par roulement, pour chaque bon de commande passé. Ce roulement trouvera à s'appliquer indépendamment du montant financier de la commande. L'ordre du tour de rôle sera déterminé par le classement des offres à l'issue de l'analyse de celles-ci.

Le mécanisme du tour de rôle dans cet accord-cadre s'exécutera par service commanditaire de la personne publique.

Si le titulaire désigné n'est pas en mesure de répondre dans les délais exigés, **il devra impérativement le justifier auprès de la personne publique**, qui s'adressera au titulaire suivant dans l'ordre déterminé à l'issue de l'analyse des offres. Le tour de rôle reprendra ensuite à partir du tour de ce dernier.

Le titulaire qui refuse l'exécution des prestations objet d'une commande encoure une pénalité décrite à l'article 17.4 du présent document.

A compter de 3 refus annuels de commande, non justifiés, dans les délais exigés, le musée se réserve le droit d'exclure le titulaire concerné de l'accord-cadre.

Par exception, la personne publique pourra s'adresser au même titulaire, sans respecter le tour de rôle mis en place, si pour une même opération, il est nécessaire de passer des commandes supplémentaires.

Par exception, la personne publique pourra s'adresser à un titulaire sans respecter le tour de rôle lorsque, dans la passation d'un marché subséquent, l'un des titulaires à l'accord-cadre était imposé par le prêteur.

15. MODALITES DE PASSATION ET D'EXECUTION PAR MARCHES SUBSEQUENTS

15.1. Dispositions générales

Conformément à l'article R. 2162-2 du Code de la commande publique, lorsque l'accord-cadre ne fixe pas toutes les stipulations contractuelles, il donne lieu à la conclusion de marchés subséquents dans les conditions fixées aux articles R. 2162-7 à R. 2162-12.

Contrairement aux bons de commande, les marchés subséquents sont précédés d'une remise en concurrence.

Chaque marché subséquent pourra contenir des dispositions particulières sans pour autant pouvoir apporter des modifications substantielles aux termes fixés dans le présent accord-cadre. Ces dispositions particulières ne pourront alors être invoquées par le titulaire que pour le marché subséquent concerné.

15.2. Modalités de consultation des titulaires et mise en concurrence de l'accord-cadre multi-attributaires

15.2.1. Conditions et engagements des titulaires

Les titulaires du présent accord-cadre s'engagent à remettre une offre lors de chaque consultation relative à la passation d'un marché subséquent.

Si le titulaire désigné n'est pas en mesure de répondre dans les délais exigés, **il devra impérativement le justifier auprès de la personne publique**, par écrit.

L'absence de réponse à une consultation pourra donner lieu à l'application de pénalités définies à l'article 17.4 du présent CCAP commun.

A compter de 3 absences annuelles de remise d'une offre, le musée se réserve le droit de résilier l'accord-cadre avec le titulaire concerné.

15.2.2. Mise en concurrence des titulaires

La passation des marchés subséquents donnera lieu à une mise en concurrence des titulaires. Les pièces du dossier de consultation seront mises à disposition des titulaires de l'accord-cadre par téléchargement sur le site de dématérialisation de l'établissement à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Ces derniers seront contactés au préalable par la personne publique via la Plateforme des achats de l'Etat.

Le délai moyen de consultation des candidats sera de vingt et un (21) jours calendaires. Toutefois, le musée du quai Branly – Jacques Chirac se réserve le droit de prévoir un délai suffisant de remise des offres, au regard de la complexité des prestations notamment.

15.2.3. Remise des offres

L'offre devra être déposée sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) avant les date et heure limites de remise des offres, renseignés dans la lettre de consultation. Les documents à remettre seront précisés dans les documents consacrés à la passation du marché subséquent.

15.2.4. Négociation

La personne publique se réserve la possibilité de négocier avec le ou les titulaires le(s) mieux classé(s) à l'issue de l'analyse des offres.

Elle se réserve également la possibilité d'attribuer le marché subséquent au titulaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse sans phase de négociation préalable.

15.2.5. Attribution des marchés subséquents

Le marché subséquent sera attribué au titulaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, sur la base des critères d'attribution énoncés dans la lettre de consultation (respectant les critères d'attribution tels que prévus dans l'article 15.3 du présent CCAP commun).

Les titulaires non retenus recevront un courrier portant rejet de l'offre par le représentant de la personne publique, transmis par voie dématérialisée.

La notification au titulaire retenu sera également transmise par voie dématérialisée.

15.3. Critères d'attribution

15.3.1 Hypothèses d'attribution des marchés subséquents

Dans le cadre de chaque marché subséquent passé sur le fondement du présent accord-cadre, les critères d'attribution des marchés subséquents seront les suivants :

Hypothèse n°1 :

- Critère prix (60%) ;
- Critère valeur technique (30%) ;
- Critère environnemental (10%).

Hypothèse n°2 :

- Critère prix (50%) ;
- Critère valeur technique (40%) ;
- Critère environnemental (10%).

Hypothèse n°3 :

- Critère prix (40%) ;
- Critère valeur technique (50%) ;
- Critère environnemental (10%).

Hypothèse n°4 :

- Critère prix (40 %) ;
- Critère technique (40 %) ;
- Critère environnemental (20 %).

Pour chacune des hypothèses précitées, des sous-critères aux critères prix, valeur technique et valeur environnementale, adaptés au besoin du marché subséquent pourront être précisés dans la lettre de consultation.

15.3.2 Précisions concernant le critère environnemental

A l'occasion de la passation de marchés subséquents, le critère environnemental pourra porter sur la réalisation d'un devis carbone estimatif (EqCO²), qui fera l'objet d'une analyse au regard des solutions proposées pour diminuer l'impact environnemental du transport (groupages, trajets directs, utilisation de transports moins polluants ou toute autre solution proposée par le candidat pour améliorer son offre).

Les modalités de transport proposés auront valeur contractuelle et devront être respectées par le titulaire. A l'issue de la réalisation de la prestation, un « bilan » sera demandé au titulaire et fera l'objet d'une comparaison avec le devis estimatif proposé dans l'offre.

En cas de différence importante, le titulaire pourra être éliminé du tour de rôle suivant dans le mécanisme d'attribution des bons de commande.

15.4. Caractéristiques des marchés subséquents

15.4.1. Forme des marchés subséquents

Chaque marché subséquent pourra être conclu :

- Soit à prix global et forfaitaire uniquement ;
- Soit à prix global et forfaitaire complété d'une part à commandes, dont les prix seront renseignés dans un BPU propre à chaque marché subséquent ;
- Soit à bons de commande uniquement, par application des prix renseignés dans le BPU propre à chaque marché subséquent.

Pour les marchés subséquents conclus en tout ou partie en part à commandes, les prix unitaires propres à chaque marché subséquent pourront comprendre :

- Les prix unitaires du présent accord-cadre pour les prestations identifiées, auquel cas il sera fait automatiquement application du BPU de l'accord-cadre ;
- Des prix unitaires nouveaux, renseignés lors de la passation du marché subséquent.

Les bons de commande seront émis conformément à l'article 14 du présent CCAP commun.

Des dispositions administratives particulières applicables à un marché subséquent pourront être intégrées dans le corps dudit marché. Elles ne pourront être invoquées par les différentes parties que dans le cadre de ce marché subséquent en particulier. En toute hypothèse, et sous peine de nullité, ces dispositions supplémentaires ne devront en aucun cas constituer une modification substantielle des termes fixés au sein du présent accord-cadre.

15.4.2. Durée des marchés subséquents

La conclusion des marchés subséquents passés sur le fondement du présent accord-cadre ne pourra se faire que pendant la durée de validité du présent accord-cadre en vertu de l'article R. 2162-5 du Code de la commande publique. La durée de chaque marché subséquent est fixée dans les documents relatifs à ce dernier.

Les marchés subséquents de transport liés aux expositions temporaires et itinérantes qui auront une date de fin ultérieure à celle de la fin du présent accord-cadre prendront fin à la date de désinstallation de l'exposition concernée et retour des œuvres chez les propriétaires.

Les délais contractuels seront fixés dans les documents contractuels du marché subséquent.

Les parties devront s'entendre sur toute modification du planning prévisionnel, et la valider ensemble.

15.5. Modalités de passation des marchés subséquents de l'accord-cadre mono-attributaire

Les marchés subséquents adressés au titulaire d'un lot mono-attributaire comprendront les caractéristiques et les modalités d'exécution des prestations demandées qui n'étaient pas fixées dans le présent accord-cadre. Ces éléments ne pourront entraîner de modifications substantielles des termes du présent accord-cadre.

Les marchés subséquents pourront être conclus à prix forfaitaire, à prix mixtes ou à prix unitaires uniquement.

Pour les marchés subséquents conclus en tout ou partie en part à commandes, les prix unitaires propres à chaque marché subséquent pourront comprendre :

- Les prix unitaires du présent accord-cadre pour les prestations identifiées, auquel cas il sera fait automatiquement application du BPU de l'accord-cadre ;
- Des prix unitaires nouveaux, renseignés lors de la passation du marché subséquent.

La passation des marchés subséquents sera réalisée par voie dématérialisée. Le titulaire recevra une invitation à remettre une offre dans des délais suffisants.

L'offre devra être transmise par voie dématérialisée également.

Conformément à l'article R.2162-9 du Code de la commande publique, la personne publique pourra demander par écrit au titulaire de compléter son offre préalablement à la conclusion des marchés subséquents.

16. DISPOSITIONS FINANCIERES

15.6. Contenu des prix des prestations

Par dérogation aux dispositions de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations.

Ils sont réputés comprendre les matériaux nécessaires à l'exécution des prestations ainsi que tous les frais annexes. S'agissant des per diem, le titulaire fait l'avance des frais de déplacement et de séjour versés aux convoyeurs, ces frais s'ils sont validés lui sont remboursés sur présentation de justificatifs. Tout supplément demeurera à la charge du titulaire.

Les prix sont établis par le titulaire en tenant compte de l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution de la prestation, notamment :

- **des conditions d'exploitation de l'Établissement Public du musée du quai Branly – Jacques Chirac, particulièrement :** horaires d'ouverture au public, contraintes liées au bâtiment (modalités d'accès à l'atelier des expositions et hauteur de l'accès au parc de livraison), sujétions pouvant résulter de la présence simultanée d'activités et/ou de travaux se déroulant à l'Établissement Public du musée du quai Branly – Jacques Chirac,
- **des conditions d'exploitation et d'accès des différents lieux d'enlèvement** des œuvres et/ou de livraison et des sujétions pouvant en résulter, incluant l'impossibilité de stationner dans l'enceinte du musée, en dehors des phases de chargement et déchargement des œuvres,
- des frais résultant des mesures réglementaires ou non en matière de sécurité et de protection de la santé des salariés de l'entreprise intervenant sur le site et notamment les sujétions liées au respect des dispositions définies à l'article 11.4 du présent document,
- Les frais liés aux variations du taux de change.

A ce titre, le titulaire ne pourra prétendre à aucun supplément de prix ni à aucune indemnité quelconque.

Les frais de coordination ne s'appliquent qu'une fois par opération, quelle que soit la durée de l'opération.

Pour l'établissement de ses prix, le titulaire atteste avoir pris connaissance des lieux concernés par l'exposition au sein de l'Établissement Public du musée du quai Branly – Jacques Chirac, et de ses réserves, notamment de leurs modalités d'accès et de la hauteur de l'accès au parc de livraison, ainsi que des formalités en vigueur à l'Établissement Public du musée du quai Branly – Jacques Chirac, relatives aux conditions d'accès et de sécurité, et chez les prêteurs.

Le titulaire est enfin informé qu'il ne pourra prétendre à aucun remboursement de frais de taxi à quelque titre que ce soit, ces frais restants à sa charge, sauf en cas de demande expresse de l'établissement notifié au titulaire relatif à du travail nocturne.

15.7. Révision des prix unitaires de chacun des lots

Les prix sont établis aux conditions économiques du mois « m0 », qui, par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-FCS, correspond au mois de remise des offres initiales. Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis selon les conditions économiques en vigueur à ce mois.

Le mois d'établissement des prix est le mois Mo figurant en première page de l'acte d'engagement de chaque lot de l'accord-cadre. Les prix sont réputés établis selon les conditions économiques en vigueur à ce mois.

Les prix unitaires sont fermes pour la première année d'exécution de l'accord-cadre. Ils sont révisables, à la date anniversaire de la notification de chaque lot de l'accord-cadre selon la formule suivante :

$$P = P_o (0,70 + 0,30 * (0,6 * ICHT-H / ICHT-H_o + 0,40 * Gazole-Fioul / Gazole-fioulo))$$

P = prix révisé hors TVA

Po = prix initial du marché hors TVA au mois o

Définition des indices utilisés :

- ICHT-Ho = indice mensuel du coût du travail – indices du coût horaire du travail révisé – Indices mensuels – Transports et entreposage identifiant n° 1565190 du mois m0, publié dans le bulletin mensuel de statistique édité par l'INSEE,

- ICHT-H = dernier indice mensuel connu à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre du coût du travail – indices du coût horaire du travail révisé – Indices mensuels – Transports et entreposage - identifiant n° 1565190, publié dans le bulletin mensuel de statistique édité par l'INSEE,

- GAZOLE-FIOULO = indice mensuel « Gazole - Fioul domestique, marché libre, Rotterdam (indice en euros) » - identifiant n° 010002089 du mois m0, publié dans le bulletin mensuel de statistique édité par l'INSEE,

- GAZOLE-FIOUL = dernier indice mensuel connu à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre du « Gazole - Fioul domestique, marché libre, Rotterdam (indice en euros) » - identifiant n° 010002089, publié dans le bulletin mensuel de statistique édité par l'INSEE.

Le coefficient sera arrêté à la troisième décimale.

Les indices sont disponibles sur le site de l'INSEE : <http://www.insee.fr/fr/bases-de-donnees>

15.8. Actualisation des prix des marchés subséquents

Les prix des marchés subséquents sont fermes à l'exception des prix d'hébergement et de manière générale de tout remboursement effectué sur présentation de justificatif et actualisables si un délai de plus de 3 mois s'écoule entre la notification au titulaire et le début d'exécution des prestations selon la formule suivante :

L'actualisation sera effectuée par application aux prix initiaux du marché subséquent d'un coefficient d'actualisation « Ci », donnée par la formule suivante :

$$Ci = ((ICHT-H)-3) / ICHT-H_o$$

Formule dans laquelle :

- ICHT-Ho correspond à l'indice mensuel du coût du travail – indices du coût horaire du travail révisé – Indices mensuels – Transports et entreposage identifiant n° 1565190 du mois m0, publié dans le bulletin mensuel de statistique édité par l'INSEE,

- (ICHT-H)-3 correspond à l'indice mensuel du coût du travail – indices du coût horaire du travail révisé – Indices mensuels – Transports et entreposage identifiant n° 1565190, au mois antérieur de 3 mois au mois « m » de début d'exécution des prestations du marché.

Le coefficient sera arrêté à la troisième décimale.

La TVA applicable est celle en vigueur à l'époque du fait générateur.

Le coefficient sera arrêté à la troisième décimale.

Les indices sont disponibles sur le site de l'INSEE : <http://www.insee.fr/fr/bases-de-donnees>

15.9. Prix additifs

Par dérogation à l'article 23 du CCAG-FCS, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant, des prix nouveaux pendant l'exécution de l'accord-cadre ne figurant pas dans le bordereau de prix unitaires initial pourront être incorporés au BPU après acceptation de la personne publique.

Toutefois, le montant total de ces nouveaux prix, appelés additifs ne pourra dépasser 5% du montant maximum du présent accord-cadre.

Dans l'hypothèse où, au cours de l'exécution de l'accord-cadre, une ligne du BPU venait à perdre sa raison d'être en raison de la disparition du besoin ou de l'arrêt de la commercialisation du produit, le prix associé à cette ligne pourra être supprimé ou remplacé. Cette opération sera réalisée dans la limite des 5% du montant maximum de l'accord-cadre prévus ci-dessus.

15.10.

Application de la TVA

Les prix du présent accord-cadre sont assujettis au taux en vigueur à la date du fait générateur.

16. MODALITES DE REGLEMENT

16.1. Avance

Part forfaitaire (lot n° 1) :

Si le montant forfaitaire du lot 1 est supérieur à 50 000 € HT, une avance de 30% du montant forfaitaire initial TTC sera versée au titulaire sur la part non sous-traitée, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Son montant ne pourra être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. En application de l'article R2191-11 du Code de la commande publique, le remboursement de l'avance s'effectuera par précompte sur les sommes dues dès que le montant cumulé de(s) facture(s) présentée(s) par le titulaire dépassera 50% du montant forfaitaire HT du marché. Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80% du montant forfaitaire HT du marché.

Sauf indication contraire dans le formulaire DC4 ou l'acte spécial, une avance peut être versée, à leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

Le montant de cette avance est fixé à 30% du montant prévisionnel toutes taxes comprises des sommes à payer tel qu'il figure dans l'acte spécial de sous-traitance. En application de l'article R2191-11 du Code de la commande publique, le remboursement de l'avance s'effectuera par précompte sur les sommes dues dès que le montant cumulé de(s) facture(s) présentée(s) par le titulaire dépassera 50% du montant

forfaitaire HT du marché. Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80% du montant forfaitaire HT du marché.

Part à commande et marchés subséquents :

En application des dispositions de l'article R 2191-3 et -4 du Code de la commande publique, le musée accorde une avance lorsque le montant d'un bon de commande ou d'un marché subséquent est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois. Dans les cas où elle n'est pas obligatoire, la possibilité de recourir à l'avance, sera précisées sur le bon de commande ou sur le marché subséquent.

Les modalités de calcul de l'avance seront précisées dans chaque bon de commande ou marché subséquent.

16.2. Acomptes

Part forfaitaire, part à commande, marchés subséquents :

Sur présentation d'une facture, des acomptes pourront être versés au titulaire aux quantités réellement effectuées, sous réserve de validation de service fait, entendu que la valeur des prestations réalisées représente le montant de l'acompte. Le détail de l'échéancier de paiement sera établi au moment de la contractualisation de la commande (bon de commande ou marché subséquent). Il sera aussi possible de procéder au versement d'acomptes intermédiaires dont le montant correspondra au montant des prestations réellement exécutées.

À la fin de la prestation, le titulaire transmettra une dernière facture faisant apparaître le montant du solde à payer. Les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au titulaire en application du présent accord-cadre, seront déduites par le musée du quai Branly – Jacques Chirac du montant total du solde, si elles n'ont pas été déjà déduites lors des versements précédents.

16.3. Facturation – envoi des factures

Le titulaire déposera obligatoirement ses factures sur Chorus Pro <https://chorus-pro.gouv.fr> en utilisant les données suivantes :

- Le SIRET du musée du quai Branly – Jacques Chirac : 18009214000037
- Les références d'engagement au format EAAAA00XXXX
- Le Code service : SFACT

Ce service est entièrement gratuit. Le titulaire dispose à ses frais d'un ordinateur équipé d'un navigateur web et d'un accès au réseau internet.

Chaque facture devra être rédigée en langue française, elle portera les mentions légales obligatoires :

- L'identité du titulaire, l'adresse de son siège social, le numéro de Siren/Siret,
- L'identité de l'acheteur, l'adresse de l'acheteur
- Le numéro individuel d'identification à la TVA du titulaire et de l'acheteur,
- La date d'émission de la facture,
- La numérotation de la facture,
- La date de réalisation de la prestation,
- La référence de l'accord cadre et de l'engagement,
- le détail des prestations facturées,
- L'unité monétaire de facturation,
- Le montant HT de la facture,
- Le (s) taux de TVA, le montant total de TVA,
- Le montant TTC de la facture,

Le représentant de la personne publique se réserve le droit de demander au titulaire tout justificatif supplémentaire qu'elle estimera nécessaire au règlement des comptes.

16.4. Délai de paiement et intérêts moratoires

L'accord-cadre est financé sur le budget du musée du quai Branly – Jacques Chirac. Le paiement des factures/acomptes et du solde sera effectué par virement administratif sur un compte bancaire ou postal. Le délai global de paiement est fixé à trente (30) jours à compter de la réception de la facture par la personne publique, sous réserve de certification de service fait. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points et de 40 € pour frais de recouvrement, montant forfaitaire dû dès le 1^{er} jour de retard.

17. PENALITES

Par dérogation aux dispositions de l'article 14 du CCAG-FCS, les prestations non conformes à l'accord-cadre donneront lieu à l'application de pénalités suivant les conditions définies ci-après. Toutes les pénalités sont cumulables entre elles et hors du champ d'application de la TVA.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, l'application des pénalités ne fera en aucun cas l'objet d'une mise en demeure.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, aucune exonération de pénalités n'est prévue pour le présent accord-cadre.

17.1. Pénalités de retard dans la réalisation des prestations et/ou la remise des documents

Tout retard dans la réalisation des prestations, ou le rendu des documents feront l'objet d'une pénalité forfaitaire de cent (100) euros HT, sans mise en demeure préalable pour chaque jour de retard constaté.

Cet article concerne notamment la transmission des fiches techniques et bordereaux de commandes et le bordereau de gestion des déchets.

Les présentes pénalités pourront être appliquées à tout document attendu, à compter d'un mois après la première demande du musée (sauf pour les documents pour lesquels un délai précis a été fixé au présent document).

17.2. Retard concernant les délais de livraison des opérations

En cas de non-respect du ou des délais prévus par les marchés subséquents et les bons de commande, le représentant du pouvoir adjudicateur, appliquera des pénalités calculées comme suit :

$$P = \frac{V \times R}{5}$$

P : montant de la pénalité

V : montant hors taxes des prestations pour lesquelles des retards sont constatés.

R : nombre de jours de retard

Ces pénalités sont appliquées sauf dans les cas de force majeure. Dans ce cas où la responsabilité du titulaire n'est pas en cause, les pénalités ne seront pas appliquées, à condition qu'il apporte la preuve des circonstances extérieures qui ont causées le retard.

Pour tout retard d'enlèvement ou de livraison constaté chez les prêteurs ou au musée du quai Branly – Jacques Chirac, de plus d'une heure et sans information préalable auprès du prêteur ou du musée du quai Branly – Jacques Chirac, sera sanctionné par une pénalité forfaitaire de 300 € / heure de retard.

17.3. Pénalité pour non-transmission du formulaire d'autorisation d'accès

La non-transmission du formulaire d'autorisation d'accès (annexe 3 au CCTP commun) décrit à l'article 7.2.5 du présent document, donnera lieu à l'application d'une pénalité forfaitaire de cent (100) euros HT.

17.4. Pénalité pour absence de réponse à une commande ou une consultation

L'absence de réponse à une consultation relative à un marché subséquent ou le refus de l'exécution des prestations objet d'une commande donnera lieu à l'application d'une pénalité forfaitaire de trois cents (300) euros HT, sans mise en demeure préalable.

17.5. Pénalités pour non-respect des documents contractuels

Le non-respect de l'ensemble des dispositions des documents contractuels comprenant l'offre technique du titulaire, entraînera l'application d'une pénalité forfaitaire de cinq cents (500) euros HT, sans mise en demeure préalable pour chaque manquement constaté.

Les absences aux rendez-vous ou aux réunions organisées par la personne publique pourront faire l'objet d'une pénalité de 200 (deux cents) euros par absence.

17.6. Pénalités pour non-respect des mesures de sécurité

En cas de non-respect des prescriptions relatives à la sécurité (notamment lors des opérations de chargement et de déchargement des œuvres, pour manquement aux mesures figurant dans le plan de prévention et notamment **les chaussures de sécurité**), le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de cinq cents (500) € par mise en défaut constaté.

17.7. Retenue provisoire pour non-remise des attestations

En cas de non-production de l'attestation d'assurance, des attestations sociales et fiscales, une retenue provisoire de 200 (deux cents) euros HT par jour calendaire de retard sera opérée sur les sommes dues au titulaire. Cette somme sera reversée au titulaire à compter de la réception du document par l'établissement.

18. EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Les dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS s'appliquent.

19. RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

Les dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS sont applicables.

20. ASSURANCES ET TRANSMISSION DES ATTESTATIONS

Les documents mentionnés au présent article devront être déposés par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement, par la personne publique, à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.com/fr/>

En cas de difficultés dans le dépôt des documents, il est possible de contacter le service juridique et des achats : marches-publics@quaibranly.fr

20.1. Assurances

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra remettre au représentant de la personne publique un exemplaire de la police souscrite contractée auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber du fait ou à l'occasion des prestations qu'il est chargé de réaliser conformément aux termes de l'accord-cadre à raison des dommages de toute nature survenant pendant l'exécution des prestations.

20.2. Assurance des œuvres

L'Établissement public se charge de couvrir les assurances des œuvres transportées et manipulées, avec clause de renonciation de recours contre emballeur et transporteur, sauf malveillance, dol ou faute lourde.

Le titulaire déclare avoir pris connaissance des conditions d'accompagnement des œuvres stipulées dans les contrats d'assurance conclu par l'Établissement.

20.3. En cas de sinistre

En cas de sinistre, le titulaire s'engage à avertir immédiatement le régisseur du service concerné de l'Établissement Public du musée du quai Branly-Jacques Chirac, avec copie au chef de service et au directeur, et à lui confirmer sa déclaration par écrit dans les vingt-quatre (24) heures par courrier recommandé avec accusé de réception.

20.4. Attestations fiscales et sociales

Le titulaire devra fournir tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution des prestations, les documents listés par l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes et contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique.

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000038318472/>

21. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

En complément de l'article 5.2 du CCAG-FCS, la personne publique et le titulaire s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement général sur la protection des données »).

La présente clause a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire, en tant que sous-traitant au sens du règlement européen précité, s'engage à effectuer pour le compte de la personne

publique, responsable de traitement, les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

21.1. Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter, pour le compte du responsable de traitement, les données à caractère personnel nécessaires à l'exécution du présent accord-cadre.

21.2. Obligations du titulaire vis-à-vis du responsable de traitement

Le titulaire s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour les seules finalités d'exécution du présent accord-cadre ;
- Traiter les données conformément aux instructions documentées du responsable de traitement figurant au présent CCAP. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement général sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable de traitement ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord-cadre ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent accord-cadre :
 - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité. A ce titre, le titulaire s'engage à fournir la liste des personnes ayant accès aux données à caractère personnel et à la mettre à jour en cas de changement dans un délai maximum de sept (7) jours ;
 - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;
- Respecter les conditions de sous-traitance définies ci-après :

Le titulaire peut faire appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, dans le respect de l'article 8.3 du présent CCAP, relatif à la sous-traitance.

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent accord-cadre pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au titulaire de s'assurer que son sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement général sur la protection des données. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l'exécution par son sous-traitant de ses obligations.

21.3. Droit d'information des personnes concernées

Il appartient au responsable de traitement de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

21.4. Exercice des droits des personnes

Dans la mesure du possible, le titulaire doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire concerné des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à l'adresse suivante : cnil@quaibranly.fr.

21.5. Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures après en avoir pris connaissance par l'envoi d'un courrier électronique à l'adresse suivante : cnil@quaibranly.fr. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

21.6. Appui du titulaire auprès du responsable de traitement dans le cadre de ses obligations réglementaires

Le titulaire appui le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données à caractère personnel traitées dans le cadre de l'exécution du présent contrat et, pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

21.7. Mesures de sécurité

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre, accède à des données à caractère personnel, est tenu de prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles, afin de garantir la confidentialité et l'intégrité de ces données et, d'éviter, que ces informations ne soient divulguées à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Par conséquent, chaque titulaire s'interdit d'utiliser à quelque fin que soit, autre que pour la stricte exécution des prestations lui incombant au titre du présent accord-cadre, ces données.

21.8. Délégué à la protection des données

Le titulaire communique au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement général sur la protection des données.

A la date de signature du marché, le délégué à la protection des données de l'Etablissement est Nathalie TRZEWIK. Les coordonnées sont les suivantes : cnil@quaibranly.fr

21.9. Registre des catégories d'activités de traitement

Dans certaines hypothèses mentionnées à l'article 3082 du règlement général sur la protection des données, chaque titulaire devra tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement.

21.10.

Documentation

Le titulaire met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable de traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

21.11.

Opposabilité

La présente clause est opposable à compter de la date de notification du présent accord-cadre.

22. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, SANTÉ ET SÉCURITÉ

Les dispositions de l'article 7 du CCAG-FCS sont applicables.

Par dérogation aux dispositions de l'article 7.2 du CCAG-FCS, en cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement, de la sécurité et de la santé en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications éventuelles, demandées par la personne publique afin de se conformer aux règles nouvelles, ne donnent pas lieu à la signature d'un avenant, sauf si ces dispositions sont moins protectrices de l'environnement.

23. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution de l'accord-cadre et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de la personne publique.

Les huit conventions fondamentales de l'OIT, ratifiées par la France, sont :

- La convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C 87, 1948) ;
- La convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C 98, 1949) ;
- La convention sur le travail forcé (C 29, 1930) ;
- La convention sur l'abolition du travail forcé (C 105, 1957) ;
- la convention sur l'égalité de rémunération (C 100, 1951) ;
- La convention concernant la discrimination (emploi et profession, C 111, 1958) ;
- La convention sur l'âge minimum (C 138, 1973) ;
- La convention sur les pires formes de travail des enfants (C 182, 1999).

Par dérogation aux dispositions de l'article 6.2 du CCAG-FCS, en cas d'évolution de la législation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail plus favorable et/ou plus protectrice pour les salariés en cours d'exécution de l'accord-cadre, celle-ci sera applicable directement.

Le titulaire peut demander à la personne publique, du fait des conditions particulières d'exécution de l'accord-cadre, de transmettre, avec son avis, les demandes de dérogations prévues par les lois et règlements mentionnés ci-dessus.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

24. REGLEMENT DES DIFFERENDS

Les dispositions du chapitre 8 du CCAG-FCS sont applicables.

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties et s'il ne peut être obtenu un accord amiable, la juridiction compétente est le Tribunal Administratif de Paris.

25. DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG-FCS, le dernier article du présent CCAP ne contient pas la liste récapitulative des articles dérogeant au CCAG-FCS.

Ces dérogations sont précisées pour chaque article concerné dans le présent CCAP.